

Faire autrement

Manon Cornellier 30 décembre 2009 Canada

Quand on est confronté à la maladie et qu'on passe ses journées entre des salles d'examen médical et les couloirs du parlement, on ne peut que constater le fossé abyssal qui sépare la manière dont chacun de ces deux mondes conçoit le service public. Pendant qu'au parlement des politiciens se disputent les feux de la rampe, dans un hôpital près de chez vous, un personnel médical insuffisant s'échine et se dévoue pour servir autrui et, parfois, lui sauver la vie. Sans projecteurs et sans gloriole.

Le contraste était particulièrement criant cet automne alors que le Parlement sombrait plus souvent qu'à son tour dans la mesquinerie et l'invective. Il était franchement difficile de ne pas céder au cynisme et au désenchantement qu'inspire une partie de la classe politique. Une partie seulement, car ce ne sont pas tous les politiciens qui ont perdu, dans leur quête de pouvoir, la notion de bien commun que ce pouvoir est censé servir. Malheureusement, ce ne sont pas les plus bruyants, les plus connus ou encore les plus puissants au sein de leur parti.

La démission, à la mi-décembre, du député péquiste Camil Bouchard a mis en relief ce mal qui ronge notre système politique, à Québec comme à Ottawa. Après presque sept ans passés à l'Assemblée nationale, sur les

banquettes de l'opposition, il ne pouvait plus supporter «le sentiment de ne pas [se] sentir aussi utile» qu'il aurait pu l'être s'il avait été du côté du pouvoir. Lui qui a inspiré la création des CPE aurait normalement dû pouvoir apporter une contribution utile une fois à Québec. Mais non, car il était du mauvais côté des choses. D'où ce constat attristant: «J'aurai sans doute contribué à changer le monde davantage comme chercheur que comme politicien.»

Ce genre de gaspillage de talents survient parce que la coopération et le compromis n'ont pas la cote dans nos Parlements. La confrontation sans merci est la norme, au détriment du débat intelligent et de l'échange d'idées qui permettraient d'en arriver à des politiques publiques servant au mieux l'intérêt public. Au bout du compte, c'est nous qui y perdons au change.

Il ne faut pas verser dans l'angélisme. Les partis politiques sont en compétition pour la prise du pouvoir, mais on aurait pu au moins espérer un changement d'attitude quand la donne est devenue minoritaire à Ottawa. C'était trop demander. Les partis ne rêvent que de la prochaine occasion d'arracher une majorité de sièges. Notre mode de scrutin

uninominal à un tour favorise cette vision des choses et décourage du même coup le changement d'attitude. Si être minoritaire était la norme plutôt que l'exception, les politiciens seraient forcés de s'ajuster.

Les partis fédéraux refusent de l'admettre et, depuis cinq ans, tout n'est que calcul stratégique. Les rares moments de coopération qu'on a connus cet automne relevaient généralement du théâtre et n'avaient pour but que de charmer l'électorat ou de sauver sa peau. Et si les conservateurs ont pu gouverner toute l'année, ce n'est pas parce qu'ils ont coopéré avec les partis d'opposition, mais parce que ces derniers étaient trop faibles ou frileux pour le défaire. De leur faiblesse, Stephen Harper a acquis une force qui lui a donné les allures de premier ministre de gouvernement majoritaire. Il a traité ses vis-à-vis avec mépris et comme des ennemis, sauf lorsqu'il a eu besoin d'eux, le temps d'un vote.

L'air du temps est à l'image, au pavoisement, aux positions modelées sur les sondages et aux coups de gueule qui font de la si «bonne télé».

Il y a pourtant des députés qui sacrifient leur carrière et leur vie de famille dans l'espoir d'aider leurs concitoyens, de faire avancer une cause ou des politiques. Des politiciens qui ne jaugent pas tous leurs efforts en fonction de leur plan d'avenir au sein du parti.

Députée bloquiste de la première heure, Francine Lalonde en est un bon exemple. Malgré deux combats contre le cancer, elle n'a pas perdu sa foi en la politique et en son utilité. Elle avoue ne pas aimer la façon de faire de certains de ses collègues, mais il leur revient à eux, pas à elle, d'en assumer la responsabilité. Et ce n'est surtout pas, pour elle, une raison de remettre en question son engagement.

Ce visage de la politique est méconnu, et les médias y sont pour beaucoup. Ils n'en ont que pour l'immédiateté, la recherche du conflit, la nouvelle trop courte livrée en continu, la course aux tirages et aux cotes d'écoute, la concentration sur les chefs et la période des questions au détriment du reste du travail parlementaire. Cela a son effet. Selon un sondage récent d'Ipsos Reid, 66 % des Canadiens refuseraient d'encourager un proche à se présenter aux élections. Au Québec, ils ne seraient que 55 %.

Rien de tout cela n'est une fatalité, mais en ce moment, la culture politique canadienne est malade et a un effet repoussoir. Ce n'est pas parce que les Canadiens ne peuvent pas voter électroniquement que le taux de participation aux élections est si bas. C'est parce que trop de politiciens en vue donnent l'impression qu'ils ne méritent pas un détour par les urnes.

Barack Obama l'a montré. Quand la politique est inspirante, quand elle se veut championne

d'idées neuves et ambitieuses, qu'elle est portée par des convictions bien senties, un respect de l'intelligence de l'électeur et un sens affirmé du service public, elle mobilise.

Le Devoir, le mercredi 30 décembre 2009